

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence :UDR-CSSDAS-19-256-FG		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
CARBONE SAVOIE 30 rue Louis Jouvét 69200 VENISSIEUX	S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO 061.03851 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : Fabrication de cathodes		
Date du contrôle : 17/10/2019		
Inspecteur(s) : Frédérique GAUTHIER		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle risques, eau, autosurveillance, gestion des déblais de travaux		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) Four 10, scie, zone stockage extérieure		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> Code de l'environnement Arrêté préfectoral complémentaire du 11/09/2019 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. BERTIN M. VITART Mme GOMMY M. RIVIERE M. NIVELLE	CARBONE SAVOIE CARBONE SAVOIE CARBONE SAVOIE CARBONE SAVOIE PMS	Directeur Général Directeur d'établissement Responsable environnement Assistant ESS Equipe projet four 10
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule SSDAS <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Contexte

La société CARBONE SAVOIE est le premier producteur mondial de cathodes pour l'électrolyse de l'aluminium. Elle produit des cathodes "carbone" et "graphite" dont la production s'articule entre deux sites, Notre-Dame de Briançon et Vénissieux. Sur ce dernier s'effectue une étape du processus de fabrication : la cuisson de cathodes carbone ou graphite, contrairement au site Savoyard où se déroulent des opérations complémentaires amont et aval : fabrication des cathodes crues, graphitisation, usinage, commercialisation.

En 2019, l'exploitant a déposé un projet à connaissance auprès de M. le Préfet du Rhône afin d'augmenter la capacité du four 10 de 20 à 34 chambres de cuisson. L'évolution de l'activité a été encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 11/09/2019 qui réactualise l'ensemble des prescriptions du site.

Le site de Vénissieux comprend 3 fours RIEDHAMMER de 30 chambres chacun (fours 5, 9 et 12) et un four RIEDHAMMER de 34 chambres (four 10). La modernisation et l'augmentation de capacité du four 10 s'accompagne de la mise en sommeil d'une capacité de 10 000 t répartie sur un des fours du site.

L'inspection avait pour objet d'évaluer les suites données à la dernière inspection, l'avancement du nouveau projet et la prise en compte de l'arrêté préfectoral complémentaire.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

II.2 Suite de la précédente inspection

La dernière visite d'inspection a été réalisée le 10/08/2018 suite à un incident survenu le 08/08/2018 sur le site. Deux incendies avaient été observés : l'un dans un caisson du four 12, l'autre entre le collecteur et les préfiltres du système de traitement des effluents gazeux. L'analyse des causes a mis en évidence le passage du feu dans le carneau à cause d'une mauvaise étanchéité d'un bouchon. Il s'en est suivi l'aggravation du phénomène inflammatoire en présence d'un mélange air/volatils plus riche consécutif à une transition du procédé de cuisson entre pièces carbone et graphite.

L'exploitant a produit une analyse de sécurité le 08/08/2018 et un rapport d'incident le 25/09/2018 suite au rapport de visite du 10/08/2018. Lors de l'inspection, il a été obtenu des éclaircissements sur certains points du rapport d'incident et vérifié l'effectivité de certaines mesures d'amélioration issues du retour d'expérience.

Constat N°1 – Retour d'expérience à la suite de l'incident du 08/08/2018

L'exploitant a indiqué suite à l'incident du 08/08/2018 survenu au four 12 mettre en œuvre les améliorations suivantes :

- déploiement de standards de fabrication et rédaction de fiches procédés comportant les actions à entreprendre pour limiter les emballements thermiques (associés à des dégagements de volatils) et garantir la qualité du produit. 2 fiches procédés ont été consultées lors de la visite ;
- chaque type de produit (carbone, graphite, spécialité) dispose d'une courbe de cuisson spécifique suivie sur le synoptique en salle de chauffe avec déclenchement d'alarmes en cas d'anomalies. L'installation d'un système d'affichage supplémentaire plus grand avec alarme lumineuse est prévu en salle de chauffe à court terme. Il permettra de mieux visualiser les éventuelles dérives de température et d'anticiper les actions à conduire pour prévenir le risque incendie en cas d'augmentation anormale des températures dans les gaines d'extraction (seuils > 180°C et 230°C).
- maintenance préventive renforcée : nettoyage annuel des fours, gaines et carneaux au lieu de tous les 2 ans afin de limiter l'accumulation de dépôts susceptibles de s'enflammer,
- suivi d'un indicateur avec la quantité maximale de brai autorisée par chambre de four.

Parallèlement, lors de la visite il a été constaté la mise à l'arrêt du four 12. Le gaz alimentant le four 12 était coupé depuis la panoplie extérieure au bâtiment, néanmoins la vanne de fermeture n'était pas cadenassée. Les autres mesures générales de mise en sécurité du four 12 pour la prévention du risque incendie et explosion nécessitent d'être explicitées (ex : consignation électrique...).

Avis de l'inspection : Les réponses apportées permettent de répondre au constat C1 de la précédente visite d'inspection. En complément, l'exploitant devra s'engager sur un calendrier de mise en place du système d'affichage complémentaire en salle de chauffe (Observation 1) et justifiera les mesures de mise en sécurité du Four 12 (Non conformité 1).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	OBS1 : Art 2.1.2 de l'AP 11/09/2019 (consignes d'exploitation pour le fonctionnement), Art 8.7.4 alinéa 1 et 2 de l'AP 11/09/2019 (dispositif de conduite) NC1 : Art 8.1 de l'AP du 11/09/2019 (principes directeurs, prévention des risques technologiques)	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°2 – Mise à jour de l'étude des dangers

Lors de la précédente visite, il avait été demandé la mise à jour de l'étude de dangers pour ce qui concerne le risque explosion.

L'étude des dangers a été actualisée lors du dépôt de porter à connaissance en avril 2019, le risque d'explosion identifié est associé à l'utilisation de gaz naturel comme combustible pour la cuisson des électrodes.

Avis de l'inspection : Pas d'observation

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 1.7.2 APC 2019	-
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°3 – Prévention des accidents

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé la transmission de la liste des systèmes de prévention (vannes de coupure, détecteurs gaz...) implantés sur le site, avec leur fonctionnalité, la fréquence et la nature des opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité, et le compte-rendu du dernier test de bon fonctionnement de l'équipement et de la chaîne de sécurité réalisé.

L'exploitant a apporté une réponse dans le rapport d'incident concernant le fonctionnement et l'asservissement des vannes de coupure gaz dans le cadre du fonctionnement des fours au niveau de :

- chaque rampe de cuisson,
- chaque poste de détente de chaque four (1 poste de détente par four à l'intérieur du bâtiment),
- chaque panoplie de distribution gaz (1 panoplie par four à l'extérieur des bâtiments).

Le rapport d'incident mentionne la présence de détecteurs gaz contrôlés semestriellement par la société OLDHAM. Néanmoins, il n'est pas précisé dans le rapport, la réalisation du contrôle du bon fonctionnement de la chaîne de sécurité associée à ces capteurs.

En outre, l'APC prévoit à l'article 9.1.1, paragraphe 3, 5 et 6 pour les fours :

- la présence d'un dispositif de coupure manuelle à l'extérieur de chaque bâtiment de four,
- la coupure de l'alimentation en gaz assurée par deux vannes automatiques ⁽¹⁾ redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.
- les vannes automatiques d'alimentation en gaz des fours de cuisson sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz ⁽²⁾ et un pressostat ⁽³⁾.

(1) Vanne automatique cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

(2) Capteur de détection de gaz une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Lors de la visite, il a été constaté la présence à l'extérieur du bâtiment au niveau de la panoplie du four 10 (même principe pour les autres fours selon les déclarations de l'exploitant) :

- de 2 vannes manuelles (amont et aval)
- de deux électrovannes en série dont une a réarmement manuel.

Avis de l'inspection : NC2, l'exploitant justifiera la réalisation du test de bon fonctionnement et décrira la chaîne d'asservissement associée aux détecteurs de gaz conformément à l'article 8.7.5 alinéa 2 de l'APC du 11/09/2019. L'emplacement des détecteurs sera en outre précisé.

NC3 : L'exploitant clarifiera le principe d'asservissement des électrovannes situées à l'extérieur du bâtiment au niveau de la panoplie, ainsi que les tests effectués pour répondre à l'article 9.1.1, paragraphe 5,6 de l'APC. Si nécessaire, des mesures correctives seront proposées.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	NC2 Art 8.7.5 de l'APC 11/09/2019 (surveillance et détection des zones de dangers) NC3 Art 9.1.1, paragraphe 5 et 6 de l'APC 11/09/2019 (prévention des risques liés au gaz naturel)	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°4 – Consignes incendie et d'appel des secours

Lors de la précédente visite, il avait été constaté que le personnel ne disposait pas de consigne écrite sur les mesures à mettre en œuvre en cas d'incendie et ni de consigne claire quant à l'appel des services de secours extérieur et l'appel de la hiérarchie.

Pour répondre à cette demande, l'exploitant s'est engagé à fournir un plan opération interne conformément à l'article 8.8.6.2 de l'APC du 11/09/2019 qui fixe son échéance de remise le 31/12/2019. Le site fonctionne 24 h sur 24 h et 365 jours par an avec du personnel sur les fours en 5x8. En tant que de besoin en cas d'incident le chauffeur de four peut solliciter en interne l'encadrement (chef d'équipe présent 7j/7 et 24H/24). Il a été vérifié que le numéro d'appel des services de secours est affiché à proximité immédiate de la salle de chauffe des fours centralisée. Des exercices de sécurité incendie sont organisés chaque semaine.

Avis de l'inspection : Pas d'observation, date de fourniture du POI non échue.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 8.8.6.2 de l'APC du 11/09/2019 (POI à fournir selon l'échéancier de l'AP soit le 31/12/2019)	-
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°5 – Confinement des eaux extinction incendie

Lors de la précédente visite, le risque de ruissellement des eaux extinction incendie (hors zone OTR et des gaines de collecte) hors site avait été identifié.

Dans le rapport d'incident du 25/09/2019, l'exploitant s'était engagé à lancer en 2019 une étude sur les possibilités de confinement des eaux d'extinction (hors OTR et gaines de collectes associées qui disposent d'un confinement en cas d'accident).

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que cette étude n'avait pas été menée.

Avis de l'inspection : NC4 L'absence de dispositif complémentaire pour limiter les écoulements hors site en cas de sinistre constitue une non conformité avec l'article 8.5.2 de l'APC 11/09/2019 L'exploitant devra produire les éléments demandés pour limiter en cas d'accident le ruissellement hors site, dans un délai de 6 mois. Cette non conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de respecter les termes de l'article 8.5.2 V de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	NC4 : Art 8.5.2 V de l'APC du 11/09/2019 (confinement)	6 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

L'exploitant a répondu aux autres points listés lors de la visite du 08/08/2018, ils n'appellent pas de remarque de l'inspection.

2.3 Thèmes

Constat N°6 - Chantier Four 10 - Élimination des terres issues de la construction de l'extension du Four 10

La construction du four 10 a nécessité le déblaiement de 13 000 m³ de terres. Ces terres ont fait l'objet d'analyses de sols et ne montrent pas d'anomalies. Le stock de terre a été réutilisé en partie autour du four. Il servira en outre, si les caractéristiques le permettent, pour la réfection de la voirie et de la clôture dont la finalisation est prévue en décembre 2019. En attendant le stock est entreposé temporairement dans la zone déchetterie du site.

Avis de l'inspection : OBS2 : A l'issue des travaux, l'exploitant justifiera le volume de terre inutilisé, son devenir et le calendrier d'évacuation associé.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	OBS 2 : Art 2.1.1 de l'APC du 11/09/2019 (exploitation des installations, principes généraux)	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N° 7– Transmission des résultats d'autosurveillance

Les contrôles des rejets atmosphériques pour les trimestres T1 et T2 2019 ont été réalisés, cependant ils n'ont pas été communiqués à l'inspection. Le contrôle trimestriel pour le T3 est programmé mais a été retardé suite à la mise en service récente du Four 10 le 08/10/2019.

Un contrôle des effluents aqueux est programmé avant fin 2019.

L'exploitant a bien intégré la demande de suivi via GIDAF de la surveillance des eaux de surface et souterraines (mise à jour du cadre de surveillance préalable à effectuer par l'inspection).

Pour la surveillance environnementale, l'exploitant devra se rapprocher d'ATMO AURA afin de s'assurer de la bonne prise en compte des paramètres visés par l'AP dans les mesures de l'air ambiant. Ce rapport sera communiqué annuellement à l'inspection par l'exploitant, qui proposera si nécessaire une adaptation du programme de surveillance environnementale.

Avis de l'inspection : NC5 : L'entrée en vigueur de l'APC du 11/09/2019 modifie certains paramètres de suivi, les fréquences de surveillance et de transmission des résultats. L'exploitant doit s'approprier l'APC afin d'adapter dès à présent son programme de surveillance des émissions et veiller à communiquer les rapports de mesures accompagné de leur interprétation dans les délais définis à l'article 2.8 de l'APC du 11/09/2019. Les rapports de mesures des rejets atmosphériques T1 et T2 doivent être communiqués par mail à l'inspection dans les plus brefs délais.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	NC5 : Art 2.8 (transmission des résultats d'autosurveillance)	- T1 et T2 Air sans délai - Autres : Engagement à fournir sur le respect du contenu programme d'autosurveillance et des délais de transmission
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°8 – Prélèvements d'eau

L'exploitant dispose de plusieurs compteurs sur site relevés mensuellement (débit global < 100 m3/j). L'eau industrielle provient du château d'eau situé sur le périmètre du site voisin SAVOIE REFRACTAIRES (origine forage). Afin de fiabiliser ces relevés, l'exploitant prévoit à court terme la mise en place d'un compteur général sur le réseau de distribution d'eau du château d'eau.

Les relevés sont tenus à disposition de l'inspection sur un registre informatique.

Avis de l'inspection : NC6 : L'exploitant devra s'engager à effectuer un relevé hebdomadaire de la consommation d'eau industrielle.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	NC6 : Art 4.11, paragraphe 3 (fréquence de relevé des compteurs)	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°9 – Démantèlement des anciens équipements de traitement des fumées

D'anciens équipements de traitements des fumées sont présents sur le site. Un plan de démantèlement de ces équipements doit s'échelonner au plus tard sur la période 2024-2027 selon les dispositions de l'article 9.1.4 de l'APC du 11/09/2019. Dans l'attente, une surveillance par un organisme spécialisé est réalisée afin de garantir la sécurité aux abords de ces installations.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir lancé une consultation pour démanteler une des cheminées dont les résultats de surveillance ne sont pas satisfaisants et ses équipements annexes (électrofiltre inutilisé depuis la mise en service de l'OTR).

Avis de l'inspection : OBS3 : L'exploitant justifiera à l'issue des travaux auprès de l'inspection le démantèlement et l'enlèvement des déchets (cheminée et équipements annexes) suivant une filière adaptée

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	OBS3 : Art 1.9.4. et 1.7.3 de l'APC du 11/09/2019	A l'issue des travaux
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever des non conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. Egalement, une proposition de mise en demeure, pour le confinement des eaux d'extinction incendie est adressée à M. le Préfet.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever les observations / non conformités.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
le 04/11/2019 l'inspectrice de l'environnement	la cheffe de la cellule SSDAS	la cheffe de la cellule SSDAS
Frédérique GAUTHIER	Magalie ESCOFFIER	Magalie ESCOFFIER